

# PRENDRE LA PAROLE, EST-CE DIVISER L'ÉGLISE ?

La récente enquête sur « qui sont les catholiques » menée par le groupe Bayard avec le sociologue Yann Raison du Cleuziou a permis de lever quelques confusions : non, les catholiques ne parlent pas d'une seule voix. Le débat opposant le journaliste Laurent Dandrieu et l'avocat-blogueur Erwan Le Morhedec est donc des plus légitime. Si ce dernier se déclare de droite, notre collaboratrice Mahaut Herrmann, elle, se sent redevable à une certaine gauche radicale. Si lui ne fait pas mystère de son attachement à la France, le patriotisme et l'État-nation sont deux concepts avec lesquels elle a souvent bien du mal. Cela ne l'a pas empêchée de lire l'objet du débat, son dernier livre, et de tirer quelques conclusions.

Mahaut Herrmann

## Qui sont vraiment les catholiques ?

Fallait-il vraiment écrire un livre sur ce sujet ? N'était-ce pas prendre là le risque de diviser les catholiques ? Une concomitance heureuse a fait sortir ce livre et celui de Laurent Dandrieu le lendemain de la parution dans La Croix et Pèlerin d'une étude qui a elle aussi fait couler beaucoup d'encre. On peut discuter à l'infini pour savoir si ceux qui ne vont quasiment jamais à la messe et voient le catholicisme comme une culture avant d'en percevoir la dimension de foi sont réellement catholiques. C'est certes l'un des enjeux de la disputatio sur la foi « identitaire », mais, si on la laisse de côté un instant, les sondages commandés par le groupe Bayard mettent en évidence un point clair : les catholiques ne parlent pas d'une seule voix. Que ce soit sur l'accueil des migrants, sur Charlie Hebdo et sur la Manif pour tous, ils sont divisés. 73% d'entre eux expriment ne pas avoir voulu participer à la Manif pour tous. L'idée d'un peuple catholique massivement descendu dans la rue contre la loi Taubira en prend un coup. Les chiffres donnés par La Croix et Pèlerin – qu'il convient de prendre avec la prudence nécessaire en présence de sondages – contredisent catégoriquement l'idée d'une communauté catholique unie derrière un seul mot d'ordre, quand bien même on ne prendrait en compte que les catholiques allant à la messe au moins une fois par mois. Un livre, même polémique, ne risque pas de diviser inutilement les catholiques : ils le sont déjà. Cette diversité qui va parfois jusqu'à la division, après tout, autant l'assumer. Elle ne date pas d'hier. Les controverses doctrinales remontent à la naissance du christianisme et ont valu la convocation du premier concile à Jérusalem dès 49.

## Débattre n'est pas excommunier

Oui mais, objectent d'aucuns, un tel livre revient à excommunier ceux qui ne pensent pas comme l'auteur et à travailler à « l'avènement d'une Église de purs ». La tentation identitaire pousse justement à l'extrême la confusion entre le temporel et le spirituel. L'Église a vocation à parler des réalités temporelles : la prédication du Christ n'était pas une divagation éthérée pour âmes désincarnées. Son rôle n'est cependant pas de faire alliance avec un régime politique ni de se faire régime politique pour enrôler ses ouailles sous un même mot d'ordre. Le mystère de l'Église est justement de rassembler dans une même communion au corps et au sang du Christ ressuscité des fidèles aux idées divergentes, parfois opposées. Ce n'est pas parce que je pense qu'un ami adhère à des idées politiques incompréhensibles, si ce n'est dangereuses, que je pense pour autant qu'il est ou doit être exclu de l'Église. La tentation d'excommunier celui dont on n'approuve pas les idées est certes assez répandue, de nombreux catholiques de toute tendance pourront en témoigner. Il est vrai que le chrétien qui souhaite s'engager en politique est là face à un danger réel : défendre les engagements et les conceptions du bien commun qu'il croit vraies et justes sans se croire supérieur à ceux qui ne les partagent pas sous prétexte qu'ils seraient hors de la vérité. Mais si défendre des idées un peu affirmées est pris comme un acte d'excommunication de tous ceux qui ne les partagent pas, le chrétien peut-il encore s'engager dans la vie politique, ou va-t-il être accusé de diviser l'Église dès qu'il prendra la parole ? Un tel raisonnement pourrait s'appliquer à n'importe quelle position politique et idéologique, y compris à celle qui veut faire passer, à grand bruit, les symboles chrétiens avant la foi.

## Erwan le Morhedec , pas si bourgeois que ça

Un des autres reproches fait à longueur de tribunes au livre de Koz est de défendre un catholicisme bourgeois, un catholicisme de salon où on cultiverait l'entre-soi. C'est à se demander si ceux qui formulent cette critique ont tous lu le livre. Car Erwan Le Morhedec combat explicitement la tentation d'un embourgeoisement du christianisme. Il n'hésite pas à poser quelques questions qui fâchent. Si la pratique religieuse se transmet principalement dans des milieux bourgeois, est-ce, demande-t-il, par transmission de la foi ou par un goût marqué pour l'héritage et la transmission ? Bien plus, « ne peut-on pas craindre que les paroisses dans lesquelles la pratique reste forte soient trop souvent celles dans lesquelles elle est, précisément, teintée de conventions sociales » (p 38) ? « Ce serait un triste visage que celui d'un catholicisme bourgeois ou réservé à une élite sociale », ajoute-il plus loin (p 106). Cela le conduit à affirmer qu'il faudrait que les chrétiens mènent à nouveau, comme ils ont su le faire par le passé, des « combats pour le bien commun ... au lieu de la seule spécialisation morale, bioéthique et parfois communautaire que nous entretenons » (p 84). Il n'est guère étonnant que cela ne plaise pas à ceux qui ont vu dans la Manif pour tous la revanche de la « France bien élevée ». Le camarade Le Morhedec n'est pas très loin de la révolution lorsqu'il critique un adage d'Albert Camus qui connaît en ce moment un certain succès : « nous ne voulons pas refaire le monde, juste éviter qu'il se défasse ». Quand il trouve que c'est une perspective « triste et amère » (p 102), notre part révolutionnaire acquiesce entièrement. Est-il honteux de vouloir faire ou refaire le monde chaque fois qu'il nous semble aller à l'encontre de la justice sociale ? Le Royaume et sa justice ne seront jamais accomplis ici-bas, mais le commandement d'aimer notre prochain comme nous-mêmes nous appelle sans équivoque à lutter pour la dignité de l'homme sans attendre passivement la fin des temps.

Erwan Le Morhedec prône-t-il la dissolution de toute identité ? Non, bien au contraire. Son livre défend d'ailleurs l'existence d'une certaine identité française, mais il rappelle que celle-ci n'est pas figée dans le temps. La « France de toujours », dont l'âme en sommeil depuis 1789 ne demanderait qu'à revenir en notre temps, n'existe pas plus que la France née ex nihilo de la Révolution. L'identité française se construit, s'enrichit, se nourrit des âges qu'elle traverse. À cette identité, dont l'unicité et l'indivisibilité font partie, selon le préambule de la constitution de 1958, s'oppose, selon Koz, la fracturation identitaire ou victimiste actuelle. Qu'on me permette d'exprimer un désaccord sur ce point précis. La dialectique binaire consistant à séparer une majorité (oppressante) d'une minorité (opprimée) ne me semble, contraire-

ment à Koz, ni inféconde ni susceptible de porter atteinte à l'unité de la France par nature, tant qu'elle est au service du bien commun et de la justice sociale. Je m'accorde toutefois avec lui pour penser qu'elle ne l'est pas toujours aujourd'hui. Son livre ne nie pas non plus l'existence d'une identité chrétienne : il y consacre toute sa dernière partie et sa conclusion.

### L'amour, la seule radicalité

Les trente dernières pages du livre sont les plus stimulantes. Elles doivent beaucoup à l'ouvrage d'Adrien Candiard, Veilleur, où en est la nuit ? Petit traité d'espérance à l'usage des contemporains (Cerf, 2016). Et elles l'affirment : oui, une identité chrétienne est possible ; oui, il existe une identité chrétienne. Il est légitime d'être angoissé par les incertitudes et les menaces de l'époque. Rassurons-nous : le Nouveau Testament contient tout ce qu'il faut pour enraciner une identité dans le Christ. Pour se faire, il faut d'abord que l'Église se démondanise et cesse de se voir comme une compagne des pouvoirs politiques locaux. Erwan Le Morhedec n'appelle pas de ses vœux une Église remplie de bourgeois s'adressant aux bourgeois : son livre tout entier dit le contraire. Une fois l'Église démondanisée, la foi en Jésus Christ ne propose pas une identité flottante, liquide, relativiste. L'identité chrétienne, enracinée dans la parole de Dieu et de son Incarnation dans le Christ, conduit naturellement le chrétien à la radicalité. Pas à une radicalité virile ou guerrière, mais à la radicalité de l'amour, à cette pauvreté radicale du Christ, qui n'a pas une pierre où reposer la tête, et vécue à son exemple par tant de saints serviteurs des plus humbles. Voulons-nous mener une vie chrétienne exigeante ? Les Évangiles, les épîtres apostoliques et l'Apocalypse répondent à notre soif, et il n'est nul besoin d'aller convoquer un mélange improbable de culture chrétienne et de néo-paganisme guerrier. Il ne s'agit pas d'être naïf. Si, en tant que chrétiens, nous nous opposons à tous ceux qui font de la préférence nationale et de l'attachement à des symboles chrétiens vidés de leur sens leur fonds de commerce électoral, il nous faut aussi nous attaquer aux causes structurelles qui poussent les déclassés de notre pays à leur accorder leur vote. Nous avons du travail. Mais « le christianisme n'est pas une parure pour temps de paix » (p 157). En tant que chrétiens, nous sommes appelés, « au beau milieu du fracas, à faire résonner l'espérance ». Lutter contre la tentation identitaire – qui nous guette tous – n'est pas refuser l'exigence politique et spirituelle pour choisir la mollesse ou la sauvegarde de notre confort. C'est un appel constant à la radicalité évangélique.

# Tous dans le même bateau?

**Pour que le global ne soit pas la loi du plus fort et pour que le local ne soit jamais la loi du plus pur.**

Par Gaultier Bès

Texte extrait du dossier « Tous dans le même bateau »,  
Limite numéro 2, janvier 2016.

Moins que jamais, à l'heure du virtuel, nous voulons vivre sans attaches, sans identité ni domicile fixe. Si nous pensons plus spontanément local que global, ce n'est pas par égoïsme ou courte vue, c'est parce que nous n'habitons pas la Terre, mais une terre, celle que nous foulons et connaissons par nos propres moyens. La vitesse fabrique peut-être des non-lieux, intermédiaires, standardisés, mais ne fera jamais de notre planète un globe homogène, sans nulle aspérité. La mondialisation n'abolit pas les distances, elle les redéfinit. De nouvelles frontières apparaissent, plus insidieuses. Les métropoles larguent les arrière-pays, les digicodes remplacent les douaniers : il y a de moins en moins de différences et de plus en plus d'inégalités. Le monde est peut-être devenu un village fermées qu'à un petit bourg provençal ou malgache.

« L'universel, c'est le local moins les murs », disait l'écrivain portugais Miguel Torga. Ce n'est ni en effet dans l'*homo standardicus* du marché global, ni dans l'autochtone recroquevillé, que l'universel réside, mais bien plutôt dans la personne sereinement intégrée à différents cercles de sociabilité. Entre l'étroitesse des communautés homogènes (ethnie, religion...), et l'anonymat des entités abstraites (UE, Occident...), un pays comme la France, par sa diversité constitutive et l'unité qui la transcende, offre un équilibre, un juste milieu, en arrimant l'universel au particulier, et la famille au monde.

La frontière, elle-même, loin de n'être qu'un rempart, est d'abord un repère, une limite marquant un dedans et un dehors, une identité et une altérité, dont il faut assumer la nécessité sans la sacraliser.

Dès lors, Limite combat autant le cynisme des prophètes de l'open space que le fantasme des adora-teurs du Village Gaulois. Pour les uns, l'étranger n'est qu'un « travailleur détaché » dans l'infini turn-over du marché mondial, pour les autres, qu'un envahisseur venu vandaliser tout ce que notre civilisation a patiemment amassé. Comment faire pour échapper à cette double impasse ? Pour que le global ne soit pas la loi du plus fort, et le local la loi du plus pur ? L'urgence est à la simplification et à la relocalisation de nos modes de vie. Car le marché mondial, ce n'est pas la paix universelle, mais l'expansion brutale d'un local hégémonique. Or, sur une planète épuisée, si la croissance matérielle reste le seul Graal, la guerre de tous contre tous risque bien, à terme, d'être perdue pour tous. Refuser ce chaos, c'est conjuguer solidarités universelles et identités particulières. C'est combattre un « système technicien » qui fait de la mobilité une fatalité. C'est chercher à se réapproprier une souveraineté politique et économique confisquée par un pouvoir hors-sol, dont l'opacité croît à mesure que la cité s'affaisse. C'est promouvoir, surtout, une juste subsidiarité qui évite de créer des problèmes tellement énormes qu'on ne peut efficacement les résoudre à aucune des échelles disponibles. Car la politique est d'abord affaire de (bon) voisinage. •

QUE PEUT-ON LIRE DANS  
« ÉGLISE ET IMMIGRATION,  
LE MALAISE »

LE LIVRE DE LAURENT DANDRIEU ?

Presses de la Renaissance, 300 p.

***René Poujol a lu le livre de Laurent Dandrieu. S'il considère les propos accusant l'Eglise de complicité dans l'« islamisation de l'Europe » totalement délirants, il salue la dénonciation d'un moralisme qui s'en tient trop souvent à qualifier de « mauvais chrétiens » les plus opprimés d'entre nous qui ne « se sentent plus chez eux. »***

Derrière ses apparences de brûlot, le pamphlet de Laurent Dandrieu, incisif, provoquant, abondamment - bien qu'unilatéralement - référencé, s'achève en pé-tard mouillé. Car si sa description des conséquences possiblement dramatiques d'une immigration massive sur le sol européen est après tout recevable, le propos concernant la menace qu'elle ferait peser sur l'identité et la civilisation européennes devient quasiment diffamatoire concernant la complicité objective de l'Eglise catholique et du pape François dans une islamisation de l'Europe.

La thèse du livre est classique : l'Europe serait menacée de submersion, avec l'arrivée massive de migrants musulmans. Or l'Islam est incompatible avec la civilisation européenne puisqu'il nie toute séparation entre la foi et le droit. La foi musulmane porte en elle l'exigence d'instaurer un régime islamique, partout où elle est présente. C'est la menace qui pèse aujourd'hui sur la France et l'Europe, avec la naïve complicité de l'Eglise catholique et du pape François, véritables fossoyeurs de l'identité et de la culture occidentales.

A tout cela on peut objecter que l'identité de l'Europe, bien réelle, ne peut pas pour autant être figée, que la notion de Chrétienté correspond sans doute à un moment de notre Histoire, mais n'est plus, et depuis longtemps, la réalité ni de notre pays ni de notre continent. Et l'on note, par ailleurs, que l'auteur se reconnaît lui-même incapable de « démontrer rationnellement les dangers culturels que les migrants font peser sur la société d'accueil. »

Reste l'accusation portée contre l'Eglise catholique de préférer l'étranger musulman à ses propres fidèles, d'occulter volontairement la dimension politique de

l'Islam, de dévoyer le message de l'Evangile en conférant à la « charité » une dimension collective et politique qu'on ne trouverait pas dans l'enseignement de Jésus. Comme s'il n'appartenait pas au Magistère de rappeler que le souci de la « famille humaine », hors des frontières des seules nations, est bien au cœur de la mission de l'Eglise catholique donc universelle.

Mais Dandrieu va plus loin encore : c'est l'angélisme du christianisme, ses lâchetés humanitaristes qui menaceraient la civilisation Occidentale dont il est pourtant la racine et le ciment. Un christianisme qui avait permis « la domination européenne sur le monde. »

Ainsi la civilisation européenne demanderait-elle aujourd'hui à être sauvée contre le christianisme, contre les valeurs spirituelles qui la fondent, parmi lesquelles l'accueil de l'étranger. Il faudrait préserver l'arbre, au besoin en le coupant de ses racines ! Sauver la culture de Chrétienté fusse au prix de la foi chrétienne.

Au-delà de ces idées qui font légitimement débat, le livre vaut néanmoins par le rappel de la juste autonomie du politique en matière de politique migratoire comme en d'autres domaines, et la dénonciation d'un moralisme qui s'en tient trop souvent à qualifier de « mauvais chrétiens » ou de « mauvais citoyens » les plus pauvres d'entre nous, habitants de cités populaires à forte concentration musulmane, qui ont le sentiment de « n'être plus chez eux », au point de chercher à migrer à leur tour, dans leur propre pays. C'est là une accusation qu'il faut savoir entendre. •

**René POUJOL**

Par René Poujol }  
ancien directeur de Pèlerin, blogueur }  
[www.renepoujol.fr](http://www.renepoujol.fr) }

# BOUGE DE LÀ !

## CRITIQUE SOCIALE DE L'IMMIGRATIONNISME

GALAAD WILGOS

**« L'immigration est notre richesse », proclame le NPA. « Stop à la submersion migratoire ! », riposte le FN. Peut-on penser la question migratoire sans manichéisme ? Galaad Wilgos, rédacteur en chef du Cercle du Libre Examen à Bruxelles, apporte une réponse socialiste, d'inspiration révolutionnaire et décroissante.**

« Les immigrés rapportent plus qu'ils ne coûtent » calcule Attali, tandis que le business-man Felix Markardt appelle les jeunes Français à aller s'enrichir ailleurs. Féroce sur l'étranger sans pécule, insoucieuse de l'accueil décent des réfugiés, la droite obsidionale veut ériger des murs à l'américaine au même moment où le capitalisme qu'elle défend ravage les pays étrangers, ouvre les frontières économiques et permet tant l'immigration d'une main d'œuvre peu chère que l'émigration fiscale des dominants.

C'est contre cette double impasse qu'une vision socialiste révolutionnaire et décroissante doit proposer de nouvelles solutions. En commençant par opérer une critique, non pas de l'immigration en elle-même, phénomène global, épineux, douloureux, mais de l'immigrationnisme. L'immigrationnisme, c'est-à-dire l'idéologie valorisant et utilisant les flux migratoires, a selon nous toujours été l'ennemi des classes populaires. De 1929 à 2008, des Raisins de la colère (roman de Steinbeck racontant l'exil contraint d'une famille de petits paysans américains pendant la Grande Dépression) au rapport Attali (commandé par Sarkozy pour relancer la croissance), tout indique que le capitalisme ne peut fonctionner sans une main d'œuvre mobile, malléable et mal payée. Pompidou, déjà, disait en septembre 1963 que « L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale ». De fait, l'immigration est depuis le début de l'ère industrielle un moyen de faire pression vers le bas sur les revenus, mais aussi un moyen de briser les luttes populaires en s'appuyant sur un prolétariat déclassés et dépolitisés.

### L'ARMÉE DE RÉSERVE DU CAPITALISME

A la fin du XIXe siècle, la France est encore largement rurale. En 1911, plus de 55% des Français vivent encore à la campagne, contre 40% en Allemagne et 22% en Grande-Bretagne. La mentalité précapitaliste des ouvriers ruraux, qui rechignent aux nouvelles méthodes de travail de la grande industrie, freine le déve-

loppement industriel de la France. Pour faire tourner ses usines, la bourgeoisie recourt donc à l'immigration. « Dans ces années 1880, le canton de Longwy [en Lorraine] comprenait déjà près de 30% de travailleurs étrangers, plus de 7 000. Avec l'ouverture de nouveaux gisements de minerai de fer, les besoins s'accroissent. Comme les ouvriers issus des familles paysannes proches ne donnaient pas toute satisfaction, quittant souvent l'usine lors des travaux des champs, les maîtres de forges allèrent recruter directement en Italie ». Pour combler les demandes de travailleurs, la France fera d'abord appel aux Belges et aux Italiens, ensuite aux Polonais, Espagnols et Portugais, enfin, après la deuxième guerre mondiale, aux travailleurs issus du Maghreb (Maroc, puis Algérie). De même, l'abolition de l'esclavage entraîna jusqu'en 1917 l'exploitation massive des « coolies », travailleurs généralement pris de force à la Chine, l'Inde ou l'Océanie, employés dans les champs de coton, les mines et les chemins de fer, aux États-Unis comme dans les colonies européennes d'Afrique ou des Antilles. Ainsi, dans une société capitaliste, l'immigration est-elle avant tout d'origine patronale.

C'est chez Marx et Engels qu'on trouve l'une des premières critiques révolutionnaires de l'immigrationnisme. Ils emploient tous les deux le concept d'armée de réserve pour désigner l'existence d'une masse de sans-emplois permettant aux détenteurs du capital de ne pas augmenter les salaires et de menacer au passage ceux qui ont la chance de disposer d'un travail. Engels affirme que « le salaire du travailleur anglais, dans tous les secteurs où l'Irlandais peut le concurrencer, ne fait que baisser constamment » (La situation de la classe laborieuse en Angleterre, 1845). Marx précise : « Pendant les périodes de stagnation, l'armée de réserve industrielle pèse sur l'armée active, pour en refréner les prétentions pendant la période de surproduction et de haute prospérité » (Le Capital, 1867). Le remplacement d'« un yankee par trois Chinois », comme le travail des femmes et des enfants, permet

de gonfler ce sous-prolétariat, et ainsi, en accentuant la concurrence entre les travailleurs, de peser à la baisse sur les salaires.

### **ON VA BOUGER BOUGER !**

Magic System chante, les réfugiés affluent. A en croire certains discours de la « gauche kérosène » (Atali, BHL, Minc...), le « migrant » ne serait plus la victime d'un déracinement inhumain, mais l'audacieux symbole de la mobilité entrepreneuriale. Un homme libre, capable de s'arracher à ses déterminismes géographiques. Voire, plus romantique, une sorte de tzigane à col blanc. « Dans les conditions de la concurrence universelle, les migrations ne sont rien d'autre qu'un moment de plus de celle-ci, ou sa continuation par d'autres moyens. En soi, migrer n'est pas plus émancipateur que rester chez soi. Aussi longtemps que des hommes quitteront leurs proches et iront, même au risque de leur vie, chercher du travail ailleurs – pour à la fin être broyée par la moulinette du capitalisme –, ils ne seront pas plus porteurs d'émancipation que les autovalorisateurs postmodernes de l'Occident : ils n'en constituent que la variante misérable », écrivait en 2003 le théoricien allemand Robert Kurz.

Socio-économiquement, l'immigration est presque toujours subie, par les gens qui arrivent comme par ceux qui reçoivent. Côté migrants, peu choisissent volontairement de s'exiler de leur patrie, perdant au passage les éléments qui donnent saveur à la vie : habitudes, amitiés, famille, traditions, paysages, communauté.... Côté autochtones, la plupart considèrent l'immigration comme un fait souvent difficile à gérer, pas comme une « opportunité ». Alors pourquoi ce décalage entre un vécu le plus souvent douloureux et tragique et une image politique et médiatique globalement positive ? Outre les intérêts évidents qui entrent en jeu – passeurs, mafias, grands patrons et politiciens cyniques – c'est l'idéologie du « bougisme » qui irrigue désormais notre imaginaire. La fixité est le démon des postmodernes. « Dans cette utopie fondée sur le culte du mouvement pour le mouvement, l'accélération de la mobilité, de la vitesse et de la flexibilité dans tous les domaines se substitue aux fins telles que la liberté ou la justice qui, dans la classique religion du Progrès, devaient se réaliser indéfiniment dans l'Histoire » (Pierre-André Taguieff, Résister au bougisme, Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande, Mille et une Nuits, 2001). Si les étudiants font Erasmus, les diplômés doivent s'exiler pour trouver un poste. Les travailleurs peu qualifiés sont contraints d'accepter des offres d'emploi de plus en plus éloignées de leur domicile. On sait que, en dépit de l'exemplarité affichée, même sur le chantier de la COP21 au Bourget, plusieurs sous-traitants ont embauché des travailleurs détachés venus d'Europe de l'Est, travaillant aux conditions de leurs pays pour bien moins que le SMIC.

### **LES MANANTS ET LES NOMADES**

« Le privilège des grands, c'est de voir les catastrophes d'une terrasse » (Jean Giraudoux). Les puissants d'aujourd'hui se chargent de valoriser ce train

de vie dans tous les canaux de propagande dont ils disposent, au mépris des catastrophes qui en résultent. « Ce qui sert de distinction entre ceux qui sont «en haut» et ceux qui sont «en bas» de la société de consommation, c'est leur degré de mobilité – c'est-à-dire leur liberté de choisir l'endroit où ils veulent être. Ceux qui se trouvent «en haut» sont heureux du moment qu'ils peuvent voyager librement dans la vie, et qu'ils peuvent choisir les destinations uniquement selon les plaisirs qu'elles promettent. Ceux qui sont «en bas» sont régulièrement chassés des endroits où ils seraient contents de demeurer » (Zygmunt Bauman, Le coût humain de la mondialisation, 1999). La jet-set mange son croissant à Paris le matin et déguste des nouilles à Shanghai à midi – ou mange son croissant à Shanghai et ses nouilles à Paris. Et la lutte des classes prend ainsi bien souvent l'aspect d'une confrontation entre cette élite nomade, détériorisée, qui prend l'avion ou le TGV comme d'autres le RER, et la masse des manants, ceux qui ne peuvent que demeurer (manere) dans les périphéries, condamnés à une quotidienne et morne « migration pendulaire ».

En réalité, une société écologiquement durable ne peut coexister avec une mobilité intempestive. Le culte de la vitesse et du mouvement est dangereux pour notre environnement social et naturel : pollution, urbanisation, bétonisation, folklorisation des cultures locales par le tourisme de masse, etc. Plus fondamentalement, le bougisme empêche à terme le tissage d'un lien social suffisamment solide pour le développement d'une société décente. Seul l'enracinement dans un contexte local, où les habitudes et la connaissance des habitants ne subissent pas une précarité constante due aux ruptures et abandons successifs, permet aux individus de se retrouver dans un collectif, d'attacher de l'importance aux autres, de faire preuve de solidarité. Le touriste, comme l'exilé, est l'antithèse du citoyen. Il faut habiter une cité pour vouloir en gérer les affaires publiques, s'intéresser à son devenir et éventuellement la défendre les armes à la main contre le tyran ou l'envahisseur. L'itinérant préférera changer d'endroit, comme les aristocrates fuyant la Révolution, et comme les grands bourgeois fuyant l'impôt.

Seuls un ralentissement et un relocalisation universels permettraient de sortir de la dictature du profit, du vide spirituel et de la mobilisation constante de tous contre tous. L'immigré subit tous les jours ce chaos remuant, et il gagnerait bien plus à ce que nous aidions son pays d'origine à être indépendant du Marché et de l'Occident – afin qu'il puisse y vivre dignement – plutôt qu'à chanter tel un Lalanne en rut quelques chansons niaises plaidant pour l'ouverture totale des frontières. L'hospitalité est un premier pas, nécessaire, mais la solidarité internationale et la révolution socialiste passeront par l'enracinement et la lenteur.

Galaad Wilgos est un Ancien membre  
de la rédaction de Ragemag  
Collaborateur à JazzAroundMag,  
à la revue Ballast et au Comptoir blog.